



L'Iran accuse 17 personnes d'espionnage pour le compte de la CIA, les tensions montent

Par [Steve James](#) et [Robert Stevens](#)

Mondialisation.ca, 24 juillet 2019

[wsws.org](#) 23 juillet 2019

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

Sur fond de tensions qui s'accroissent rapidement, le gouvernement iranien a annoncé lundi qu'il avait arrêté 17 ressortissants iraniens travaillant dans des installations militaires et nucléaires, accusés d'être des agents de renseignement américains.

Selon le Iranian Students News Agency, le service de contre-espionnage du ministère du renseignement a déclaré que certains des agents présumés avaient déjà été condamnés à mort, tandis que d'autres soutiendraient les efforts iraniens pour recueillir des informations sur les activités des États-Unis. L'Iran a déclaré que ceux qui étaient censés être des espions de la CIA étaient employés dans des «centres sensibles» d'installations militaires et nucléaires et avaient été arrêtés au cours d'une période de 12 mois jusqu'en mars de cette année.

Téhéran a affirmé que ces personnes avaient reçu une «formation sophistiquée» et avaient obtenu la promesse de visas américains ou d'emplois aux États-Unis.

Le président des États-Unis, Donald Trump, a qualifié les affirmations iraniennes de «totalement fausses», tandis que le secrétaire d'État et ancien directeur de la CIA, Mike Pompeo, a déclaré que «le régime iranien ment depuis longtemps». Il a toutefois admis qu'il existait «une longue liste d'Américains que nous cherchons à rapatrier chez nous de la République islamique d'Iran.»

Les arrestations interviennent après des semaines d'escalade de tensions. Fin juin, le gouvernement Trump était à 10 minutes d'une attaque militaire potentiellement catastrophique contre l'Iran, susceptible de déclencher un conflit régional sans précédent et d'y entraîner les principales puissances mondiales d'après leur parti pris respectif.

Dans les semaines qui ont suivi, le gouvernement américain s'est efforcé d'accroître la pression sur l'Iran. Au cours du week-end, l'arraisonnement par l'Iran du pétrolier Stena Impero, battant pavillon britannique, lors de sa traversée du détroit d'Ormuz, a servi de prétexte à de nouvelles provocations navales et aériennes.

Le Stena Impero a été arraisonné en représailles de l'arraisonnement du pétrolier géant Grace 1 sous pavillon iranien par les Royal Marines britanniques le 4 juillet, au large de Gibraltar, dans un acte de piraterie injustifié.

Marquant une phase nouvelle et dangereuse de la campagne américaine de gangstérisme

débridé contre l'Iran, poussant la région au bord de la guerre, la crise du Stena Impero enflamme déjà des divisions profondes au sein des cercles dirigeants britanniques.

Le gouvernement conservateur défend l'accord nucléaire de l'Iran de 2015, que le gouvernement américain a abrogé. A l'instar de l'UE, les entreprises britanniques détiennent des intérêts substantiels en Iran. Mais l'impérialisme britannique s'appuie sur l'influence et soutien militaire des États-Unis depuis des décennies pour jouer dans la cour des grands.

Le ministre des affaires étrangères Jeremy Hunt a fait une déclaration à la Chambre des communes à l'issue d'une réunion du comité d'urgence Cobra du gouvernement présidé hier par la Première ministre sortant Theresa May.

Hunt a décrit l'action de l'Iran comme «un acte de piraterie d'État» et une «atteinte flagrante au principe de la libre navigation sur laquelle repose l'économie mondiale».

Il a déclaré qu'il s'était entretenu avec les ministres des affaires étrangères des États-Unis, d'Oman, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne, de la Finlande et du Danemark et qu'il «chercherait maintenant à mettre sur pied une mission de protection maritime dirigée par l'Europe visant à garantir la sécurité du passage des équipages et des marchandises dans cette région vitale.»

Hunt a décrit cette force dominée par l'UE comme un complément aux propositions américaines dans la région, mais a clairement précisé: «Elle ne fera pas partie de la politique de pression maximale des États-Unis sur l'Iran, car nous restons déterminés à préserver l'accord nucléaire iranien.»

La position de Hunt a été immédiatement approuvée par le ministre fantôme du Parti travailliste à la défense, Fabian Hamilton, qui a déclaré: « Les actions de l'Iran au cours des dernières semaines dans le détroit d'Ormuz ont été absolument inacceptables et doivent être condamnées de toutes parts.»

Toutefois, il fallait qu'un conflit militaire soit évité avec l'Iran, a-t-il déclaré, exprimant les préoccupations de larges pans de l'État britannique sur l'imprudence des actions américaines dans le Golfe. «L'escalade est inévitable depuis que les États-Unis ont renoncé à l'accord sur le nucléaire iranien et réimposé les sanctions [...] à tout pays ou entreprise qui continue de traiter avec l'Iran.»

Hamilton a demandé savoir si la saisie par le Royaume-Uni du pétrolier iranien Grace 1 au large de Gibraltar le 4 juillet avait été effectuée à la demande des États-Unis. « Nous savons, d'après le journal espagnol *El País*, que les États-Unis ont dit au gouvernement de Madrid 48 heures à l'avance que Grace 1 se dirigeait vers la péninsule ibérique, ce qui pourrait également expliquer pourquoi, 36 heures à l'avance, le gouvernement de Gibraltar a adopté une nouvelle loi pour consolider le fondement juridique des arraisonnements se déroulant dans leurs eaux territoriales.»

Hunt a refusé de donner une réponse catégorique à la question de Hamilton.

Hamilton a demandé à Hunt comment le gouvernement entendait «remettre l'accord nucléaire sur les rails» et «persuader le gouvernement Trump d'abandonner ses sanctions contre l'Iran» avant «que nous n'atteignons le point de non-retour».

Pour dire les choses sans ménagement, Richard Burgon, secrétaire fantôme du Parti travailliste à la justice, a tweeté ce week-end: «Une guerre contre l’Iran pourrait être encore plus préjudiciable et déstabilisante que la guerre contre l’Irak. Nous devons éviter d’être les acolytes de Donald Trump et [le conseiller à la sécurité nationale américaine et faucon anti-iranien] John Bolton et poursuivre plutôt le chemin de la diplomatie.»

L’ancien secrétaire aux affaires étrangères Boris Johnson, opposant à Hunt pour le poste de chef du parti conservateur, a noué des liens étroits avec Trump depuis le vote du référendum de 2016 en faveur de la sortie de l’Union européenne.

Alors qu’une partie des partisans de Johnson a exigé qu’il adopte une position plus ferme contre l’Iran que celle qui a été préconisée par May, Johnson a jusqu’ici exclu un soutien à toute frappe militaire américaine contre Téhéran.

Cependant, Johnson le partisan du Brexit et l’ancien dirigeant conservateur Iain Duncan Smith ont accusé le gouvernement de Theresa May au weekend de ne pas être prêt à mettre ses menaces à exécution après la capture de Grace 1. «Je comprends [...] de sources fiables que Washington avait proposé au gouvernement britannique, même dans le cas où ils ne seraient pas vraiment d’accord avec une telle position, d’utiliser les dispositifs américains pour soutenir les navires britanniques, une proposition restée sans réponse.»

Pompeo a été interrogé lundi sur la capture du Stena Impero par l’Iran et a répondu: «La responsabilité première incombe au Royaume-Uni de prendre soin de ses navires.» Il a ajouté: «Les États-Unis doivent assumer leurs responsabilités mais le monde a également un rôle important à jouer dans le maintien du libre passage de ces voies maritimes.»

Pompeo n’a pas manqué une occasion de continuer à menacer l’Iran, le qualifiant de «mauvais régime» qui a «mené ce que l’on appelle une piraterie nationale, un État-nation s’emparant d’un navire qui navigue dans les eaux internationales [...] Nous ne voulons pas de guerre avec l’Iran. Nous voulons qu’ils se comportent comme une nation normale. Je pense qu’ils comprennent cela et je pense que le monde entier est en train de prendre conscience du fait que cette menace est réelle.»

Rien de tout cela n’empêche que les événements pourraient dégénérer en une guerre, avec un certain nombre de personnalités politiques et militaires influentes notant ce week-end – comme l’a fait l’amiral britannique [Lord West](#) – que, «malgré ce que pensent certains, si une guerre devait commencer, il n’y a aucune chance que le Royaume-Uni puisse éviter d’être pleinement impliqué aux côtés des États-Unis.»

Steve James et Robert Stevens

Article paru en anglais, WSWS, le 23 juillet 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Copyright © [Steve James](#) et [Robert Stevens](#), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2019

Articles Par : [Steve James](#) et
[Robert Stevens](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca